

Participation et gestion intégrée des ressources des mangroves dans la presqu'île de Bakassi, Région du Sud-Ouest au Cameroun

Nikoyo E.Y.E.¹, Tchekoté H.^{1,2}, Moudingo J.H.³ et Kuété M.²

(1) Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA Forêt-Bois), Yaoundé, Cameroun / e-mail : yvemma@gmail.com

(2) Département de Géographie, Université de Dschang, Cameroun

(3) Département de Biologie des Organismes Végétaux, Faculté des Sciences, Université de Douala, Cameroun

DOI : <http://doi.org/10.5281/zenodo.3737854>

Résumé

La péninsule de Bakassi est un territoire qui a été marqué par les conflits opposant le Cameroun au Nigeria. Ces conflits se sont soldés par la signature d'un accord appelé Green Tree Accord. Cet accord purement politique n'avait pris en compte ni les écosystèmes, ni la participation des acteurs en général et des populations locales en particulier à la gestion durable des mangroves. Pourtant ces écosystèmes, très fragiles, subissent d'énormes pressions tant de la part des populations qui en dépendent largement pour survivre que des entreprises pétrolières et agroindustrielles dont les installations modifient leurs organisations. Le but de ce travail est donc d'analyser la participation des acteurs qui interviennent dans la péninsule dans une perspective de gestion intégrée des mangroves. Des enquêtes semi-structurées et par questionnaires ont été menées auprès des personnes ressources des localités de Ekondo Titi, Mundemba, Isangele, Kombo Itindi, Kombo Abedimo, ainsi, 150 personnes ont fait l'objet d'une enquête

par questionnaire. Ces enquêtes ont été complétées par des observations de terrain et la revue des documents. Il en ressort que plusieurs acteurs se côtoient dans la péninsule de Bakassi. Il s'agit de l'État, des communautés locales, des entreprises pétrolières, des autorités traditionnelles, des associations villageoises et des agro-industries. Parmi ces acteurs, certains exercent plus d'influence (État) sur la gestion des écosystèmes de mangrove tandis que d'autres, notamment les communautés locales en dépendent. Les acteurs comme les entreprises pétrolières, le Programme National de Développement Participatif ont mis en œuvre des stratégies de prise en compte de la participation, en vue notamment de l'élaboration des études d'impact ou des plans communaux. Une analyse de ces stratégies par la matrice FFOM (Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces) nous a permis de proposer un cadre de participation adéquat en vue d'une gestion intégrée des ressources.

Mots clés : Gestion intégrée, mangroves, Cameroun, Nigéria, Bakassi

Abstract

The Bakassi Peninsula is a territory that has been marked by conflicts between Cameroon and Nigeria. These conflicts resulted in the signing of a purely political agreement called Green Tree Accord. This agreement did not take into account neither ecosystems, nor the participation of actors in general and local populations in particular in the sustainable management of mangroves. Yet these fragile ecosystems are under enormous pressure from populations that rely heavily on them to survive as well as from oil and agro-industrial companies whose facilities are changing their organizations. The aim of this work is therefore to analyze the participation of the actors involved in the peninsula in an integrated mangrove management perspective. Semi-structured and questionnaire surveys were carried out among the populations and resource persons in the localities of Ekondo Titi, Mundemba, Isangele, Kombo Itindi and Kombo Abedimo;

therefore, 150 people were surveyed by questionnaire. These surveys were supplemented by field observations and a review of the documents. It appears that several actors are working together in the Bakassi peninsula. These are the State, local communities, oil companies, traditional authorities, village associations and agro-industries. Some of these actors have more influence (State) on the management of mangrove ecosystems, while others including local communities depend on it. Actors such as petroleum companies, National Participatory Development Program have implemented strategies to take into account participation, with a view in particular to the development of impact studies or communal plans. An analysis of these strategies by the SWOT (Strengths-Weaknesses-Opportunities-Threats) Matrix allowed us to propose an adequate participation framework for integrated resource management.

Keywords : Integrated management, mangroves, Cameroon, Nigeria, Bakassi

1. Introduction

La péninsule de Bakassi (encore appelée Rio del Rey) fait partie de la zone frontalière terrestre et maritime entre la République du Cameroun et la République Fédérale du Nigéria (Eba'a A., 2013). Cette péninsule, très riche en pétrole et en gaz, contient 10% des réserves mondiales (Ntiga, 2008) et a été l'objet de nombreux conflits entre le Cameroun et le Nigéria, qui réclamaient chacun son entière souveraineté. Néanmoins, suite à de nombreuses négociations et aux plaidoiries à la Cour Internationale de Justice de la Haye, un accord dénommé Green Tree accord, a été signé aux Etats-Unis le 12 juin 2006 entre le Cameroun et le Nigéria, reconnaissant la péninsule de Bakassi comme «territoire légitime» de la République du Cameroun (Eba'a A., 2013 ; Owona-Mfegue, 2013). Cependant, cet accord qui est d'une référence internationale en matière de résolution pacifique de conflits frontaliers n'a pas pris en compte la gestion, la valorisation et la protection des ressources naturelles que regorge cette région. En effet, la région dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel et une biodiversité très riche en termes de faune et de flore. On y identifie d'ailleurs six espèces endogènes à savoir: *Rhizophora racemosa*, *Rhizophora harrisonii*, *Rhizophora mangle* (Rhizophoraceae), *Avicennia germinans* (Avicenniaceae), *Laguncularia racemosa* et *Conocarpus erectus* (Combretaceae), les espèces exotiques *Nypa fruticans* (Arecaceae), 32 espèces de phytoplanctons de mangroves qui sont regroupées en trois classes (Bacilliophyceae, Dinophyceae et cyanophycées ; On y retrouve aussi 24 espèces de zooplanctons et plus de 20 espèces de poissons (Ajonina et al., 2004; CBD, 2009) auxquels il faut ajouter de nombreuses activités anthropiques.

C'est dans la perspective de prendre en compte ces ressources que le gouvernement camerounais et ses partenaires, ont lancé le projet Participative Integrated Ecosystem Services Management Plans for Bakassi Post Conflict Ecosystems (PINESMAP-BPCE) dont l'objectif premier est d'aller vers une gestion intégrée tout en mettant l'emphase sur la protection de la mangrove de la péninsule. L'importance de cet écosystème n'est plus à démontrer, tant pour l'homme que pour les ressources halieutiques (Jadot, 2016). Cependant, quoique bien pensé, ce projet manque de cadre de participation nécessaire pour une implication optimale de tous les acteurs dont les activités ont de loin ou de près un impact sur ces

mangroves. Or, si l'idée est de «relever le défi de la prise en charge active de la biodiversité comme méthode de son maintien, en faisant un patrimoine commun local d'intérêt général» (Ollagnon, 2006), la prise en compte de la participation des acteurs dans un cadre bien précis devient indispensable à la gestion durable de cette biodiversité, car comme le faisait remarquer Brédif et Simon (2014), dans la gestion des écosystèmes, «les acteurs sont doués d'une capacité d'expertise».

Au regard de ce qui précède, la présente recherche se propose d'analyser la participation des acteurs locaux dans la gestion intégrée des écosystèmes à mangroves de cette région dans un contexte de forte pression anthropique et intérêt antagoniste. Elle place au centre de la réflexion le concept de « cadre de participation » ou « cadre participatif » qui, selon Goffman (1981), est un moyen d'appréhender les diverses interactions entre les membres d'un groupe dans un lieu particulier. Il permet dans une situation de conflit par exemple de prendre en compte les différents acteurs en présence, leur niveau relatif d'implication et le statut de chacun en tant que partie contributive. Sa mise en place dans le cadre d'un projet suggère au préalable l'identification de toutes les parties prenantes impliquées qu'ils soient «primaires» ou «contractuels» ou «secondaires» ou «diffuses» (Carroll, 1989). On rentre ainsi dans une dynamique de jeux d'acteurs, qui se complexifie dans le cadre de la gestion de la biodiversité avec un ensemble de textes à observer tant au niveau local que global dans le contexte de monde changeant.

En s'inscrivant dans le cadre théorique de la participation tel que annoncé plus haut, nous posons la question de recherche à savoir : quel est le cadre de participation efficace pour une gestion intégrée des écosystèmes à mangrove dans la péninsule de Bakassi? De cette question émerge l'hypothèse que les cadres de participation ne prennent pas en compte la gestion durable des écosystèmes de mangroves à Bakassi.

2. Matériel et Méthodes

2.1. Zone d'étude

Bakassi est l'extension de la péninsule de Calabar dans le Golfe de Guinée. Cette localité est située dans la Région du Sud-Ouest dans le Département du Ndian. Elle délimite le Cameroun et le Nigeria et se situe au 4°49'1.70"N et 8°36'7.63"E (planche 1).

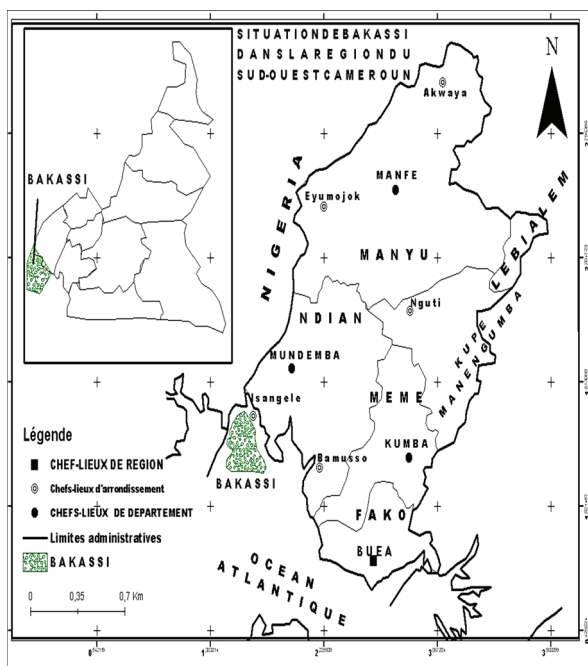


Planche 1 : Localisation de la péninsule de Bakassi au Cameroun

(Source : Institut National de la Cartographie ; réalisation Nikoyo Emougou Yves Emmanuel)

Les terres de mangroves à Bakassi occupent 125 259 ha et représente 56,6% des mangroves du Cameroun (MINEPDED, 2018). Les espèces remarquables de ces mangroves sont notamment le *Rhizophora racemosa*, *Rhizophora harrisonii*, *Rhizophora mangle* (Rhizophoracée), *Avicenia germinans* (Avicenniaceae), *Laguncularia racemosa*, *Conocarpus erectus* (Combretacée) et une espèce introduite *Nypa fruticans* (Aracée). D'autres espèces peuvent se retrouver associées aux précédentes, on peut citer parmi les plus importantes : *Drepanocarpus lunatus*, *Dalbergia ecastaphylum*, *Paspalum vaginatum*, *Hibiscus tilaceus*, *Phoenix reclinata*, *Acrostichum aureum*, *Pandanus candelabrum* et bien d'autres espèces floristiques. La région appartient au domaine de la forêt dense humide guinéo-congolaise avec les forêts atlantiques biafréens et littorales. La biocénose de la mangrove est très diverse sur le plan morphologique et sur le plan de la composition floristique.

Sur le plan humain, environ 23 différentes tribus ont été identifiées dans la zone d'étude. Les six principaux groupes tribaux sont: Ibibio (26,5%), Oron (13,6%), Ocobodi (6%), et les Eket (4,3%)

identifiés dans l'état d'Akw-Ibom ; les tribus Efiat (18,2%) et les Idjo (4%) de l'état du Cross river, les Balondo de Isangele (6,4%) du Cameroun .

2.2 Matériel

Deux types de données ont été nécessaires. Les données secondaires ont été collectées à travers différents rapports d'études qui portent sur la péninsule de Bakassi et plus globalement sur la gestion des écosystèmes. Les rapports d'étude d'impact réalisés par la société Addax Petroleum sur les opérations de levés sismiques dans le bloc Ouest de Bakassi ont permis par exemple d'avoir un aperçu sur les différents acteurs agissant dans les mangroves et les différents types de participation à Bakassi. Les données primaires, collectées d'une part à partir des observations directes. Un bateau à moteur artisanal a permis à cet effet de naviguer le long de la péninsule de Bakassi afin d'une part d'explorer le paysage et de relever à l'aide d'un GPS de marque Garmin, les données géo-spatiales. Par ailleurs, des entretiens semi-structurés ont été conduits auprès des personnes ressources notamment les autorités administratives locales, les responsables des entreprises et Organisations Non Gouvernementales (ONG) intervenants dans cette région, auprès des responsables des services centraux du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) et du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF).

Le traitement des données collectées notamment auprès des acteurs ainsi que les différentes influences et dépendances des acteurs vis-à-vis des mangroves s'est fait à l'aide du logiciel Excel. Le logiciel ARC Gis 10.5 a permis la réalisation de la carte de localisation de la zone d'étude. D'autre part, ces données primaires ont été collectées au travers d'une enquête par questionnaire auprès de 150 ménages. Le choix de ces ménages et/ou personnes ressources à enquêter s'est fait sur la base de deux critères spécifiques : la nature des activités qu'ils mènent en relation avec les mangroves (pêche, exploitation de pétrole et du bois de mangrove, cueillette) et leur rapport avec les associations locales (encadrement, accompagnement).

2.3. Méthodes

En l'absence de base statistiques fiables au sujet des catégories d'acteurs et en raison du contexte sociopolitique relativement tendu dans cette

région du Cameroun depuis 2017, les techniques d'échantillonnage par choix raisonné et de circonstance ont été retenues dans le cadre de l'étude. Au terme de l'enquête, la Matrice des Alliances, Conflits, Tactiques et Objectifs (MACTOR) mais aussi la matrice Forces - Faiblesses - Opportunités - Menaces (FFOM) ont permis d'analyser le jeu d'influence et de dépendance entre les acteurs qui interviennent dans l'exploitation et la gestion des mangroves dans la péninsule de Bakassi.

Cette analyse est organisée autour de quatre points à savoir l'analyse des acteurs intervenant dans la mangrove du Rio Del Rey, leur relation vis-à-vis des écosystèmes de mangrove, les stratégies mises sur pied dans le cadre de la gestion des mangroves et les enjeux de la gestion intégrée des mangroves dans la péninsule de Bakassi.

3. Résultats

3.1. La mangrove de Bakassi : un espace multi-acteur

La péninsule de Bakassi est aujourd'hui au centre d'importants enjeux parfois contradictoires, car le prélèvement des ressources qui s'y trouve constitue le principal moyen de survie des populations locales qui en dépendent directement ou indirectement. Sa préservation est donc nécessaire pour assurer la survie de certains écosystèmes dont la mangrove en constitue le principal dans la région. Ainsi, suivant les activités menées, leurs impacts et les influences que présentent les uns et les autres sur l'exploitation des mangroves, on peut distinguer une dizaine d'acteurs qui interagissent dans cette région (figure 1).

Avec 38% de l'ensemble de la population, les communautés locales constituent la majorité des acteurs qui interviennent dans les mangroves à Bakassi. Elles sont majoritairement constituées de Camerounais (28%) et des Nigériens qui sont restés après la signature de la Green Tree Accord (GTA). Celles-ci pratiquent à 90% la pêche artisanale (figure 2). Dans les localités émergées de la péninsule, les populations pratiquent une agriculture traditionnelle ou encore le commerce. Ce commerce repose généralement sur la vente des produits comme les poissons, les crevettes, les boissons et les vêtements provenant du Nigeria. Les commerçants Nigériens très présents dans la péninsule représentent près de 3% des acteurs identifiés. Les échanges sont facilités par les transporteurs maritimes (soit 5% des acteurs) qui utilisent des bateaux à moteur pour desservir les différentes localités de la péninsule ou des côtes Nigériennes.

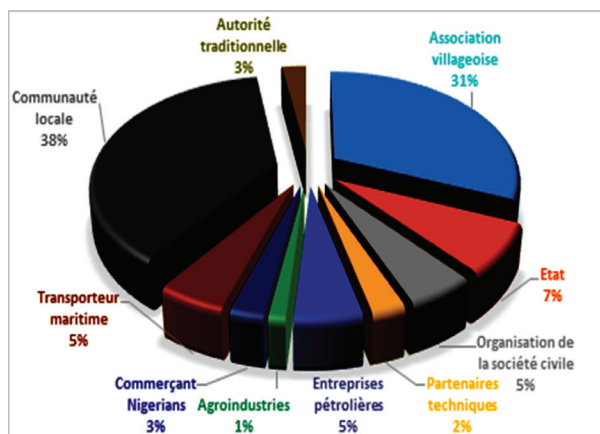


Figure 1 : Les acteurs dans la péninsule de Bakassi



Photo 1 : Femmes dans la pirogue exerçant des activités de pêche

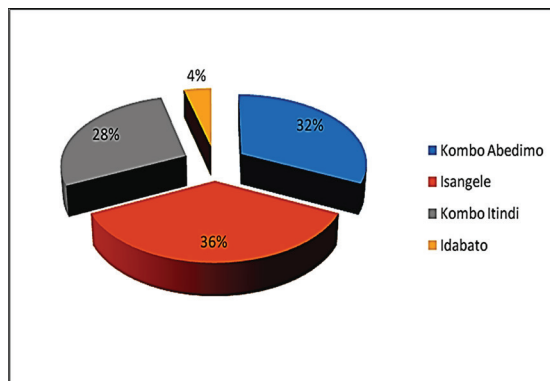


Figure 2 : Répartition des associations villageoises dans la péninsule de Bakassi

Les associations villageoises occupent également une place prépondérante parmi les acteurs identifiés à Bakassi. Elles offrent en effet des solutions palliatives au difficile accès des populations aux infrastructures ou aux facteurs de production dans la péninsule. Ces associations font régulièrement des cotisations qui servent généralement à acheter du matériel de pêche comme les bateaux, les filets de pêche, des semences sélectionnées pour l'agriculture, etc. Nombre d'entre elles interviennent également dans la gestion des écosystèmes de mangroves notamment à travers des campagnes de sensibilisation à l'intention des populations sur les effets néfastes d'une destruction massive des mangroves. Il convient néanmoins de noter que ces associations sont inégalement réparties dans la péninsule (figure 3).

A Bakassi, les localités de Isangele (36%) et de Kombo Abedimo (34%) concentrent à elles seules près de 70% d'associations actives dans la péninsule. Ceci peut s'expliquer par le fait que ces localités sont majoritairement émergées. On y retrouve des associations comme Ukah Fishing and farming group et Bakassi All Students Association qui sont parmi les plus omniprésents, au regard de leur activités. Par contre, la localité de Idabato située sur l'emprise de la mer regroupe seulement 4% d'associations. Cette localité se vide progressivement d'hommes à la suite de l'avancée de la mer (figure 4).

3.2. Influences et dépendances des acteurs vis-à-vis des mangroves à Bakassi

Il existe de nombreuses influences et dépendances entre les acteurs intervenants dans la péninsule de Bakassi en rapport avec les mangroves (tableau 1 et figure 3).



Photo 2 : Maison détruite du fait de l'avancée de la mer à Idabato

Le tableau 1 est une matrice acteur-acteur présentant les différentes influences et dépendances des acteurs dans la péninsule de Bakassi. Elle s'inspire de la Matrice des alliances, conflits, tactiques et objectifs (MACTOR). L'axe verticale est celle des «influences» tant dis que l'axe horizontal est celle des «dépendances». Nous avons procédé à la corrélation d'un acteur vis-à-vis de lui-même et des autres acteurs identifiés sur le terrain et avons attribué une valeur après analyse de chaque corrélation. Par la suite nous avons fait la somme des résultats obtenus par chaque acteur sur la ligne verticale et horizontale. Les résultats finaux (influences et dépendances) sont obtenus en faisant la somme des résultats finaux de chaque acteur. Il faut noter que le résultat des influences et dépendances doit être le même (106).

La figure 3 montre que les acteurs les plus influents sont l'Etat et les autorités traditionnelles, tandis que les acteurs les plus dépendants sont les communautés locales et les associations villageoises. Cette influence de l'état (SNH, les Délégations Régionales, Départementales du MINEPDED, élus locaux, chefs de poste de pêche et de forêt, les forces armées) lui vient de la position charnière qu'il occupe, avec certains partenaires internationaux, non seulement dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de préservation des mangroves mais également dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales. Le projet PINESMAP-BPCE en est un exemple parfait, même s'il est timidement conduit par les autorités sur le terrain. Il vise à préserver les mangroves de Bakassi en créant des forêts communautaires, un parc national terrestre et maritime à mangrove qui s'étendra sur les localités d'Idabato, de Kombo-Abedimo, de Mundemba, d'Ekondo-Titi, d'Isangele et de Bamusso.

Par ailleurs, la SNH qui représente les intérêts de l'État dans le secteur pétrolier, attribue des autorisations aux entreprises pétrolières pour mener des activités d'exploration sismique et d'exploitation. Les collectivités territoriales décentralisées quant à elles perçoivent des taxes communales issues des différentes activités de commerce et de transport. L'influence de l'État est encore plus visible avec la présence des forces armées qui effectuent régulièrement des patrouilles et mènent des combats acharnés contre les pirates. L'influence des autorités traditionnelles pour sa part s'explique par le fait

qu'elles représentent l'administration sur le plan local en tant que auxiliaire. Cette influence est plus accentuée dans les zones où il n'y a aucune autorité administrative.

Du point de vue de la dépendance, les communautés locales sont les plus dépendantes des mangroves à Bakassi. Ceci s'explique par le fait que toute leur activité est en étroite relation avec cet écosystème. Que ce soit la pratique de la pêche ou la coupe du

bois de mangrove pour la construction des maisons, 90% de leur revenu provient de cet écosystème. Les espèces les plus concernées sont *Rhizophora spp.* (46,25% des ventes) et *Terminalia spp.*

La photo 3 montre les restes d'une maison construite exclusivement avec du bois de mangrove à Idabato. En arrière-plan de la photo, on peut apercevoir un mur de séparation fait à base de feuilles tissées. Ces feuilles proviennent du palmier *Nypa* qui est une

Tableau 1 : Matrice acteur-acteur

Acteurs	État	Organisation de la société civile	Entreprise pétrolières	Agro-industries	Commerçants nigériens	Transporteurs	Communauté locale	Association villageoise	Partenaire technique	Autorité traditionnelle	Influence
État	0	1	4	4	4	4	4	3	2	4	30
Organisation de la société civile	1	0	0	1	0	0	3	3	0	0	8
Entreprise pétrolière	1	0	0	0	0	0	3	3	0	1	9
Agro-industries	0	0	0	0	0	0	3	2	0	2	7
Commerçants nigériens	0	0	0	0	0	3	3	3	0	0	10
Transporteurs	0	0	1	0	3	0	1	2	0	0	8
Communauté locale	0	0	2	1	1	1	0	1	0	0	6
Association villageoise	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	6
Partenaires techniques	1	3	0	0	0	0	2	2	0	0	8
Autorités traditionnelles	0	2	2	2	2	2	3	1	0	0	14
Dépendance	3	6	10	9	10	10	22	20	2	7	106

Légende : 4 : l'acteur I peut remettre en cause l'existence de l'acteur J dans son existence/ est indispensable à son existence ; 3 : l'acteur I peut remettre en cause l'accomplissement des missions de l'acteur j ; 2 : l'acteur I peut remettre en cause la réussite des projets de l'acteur J ; 1 : l'acteur I peut remettre de façon limitée dans le temps et dans l'espace le processus opératoire de gestion de l'acteur J ; 0 : l'acteur I a peu d'influence sur l'acteur.

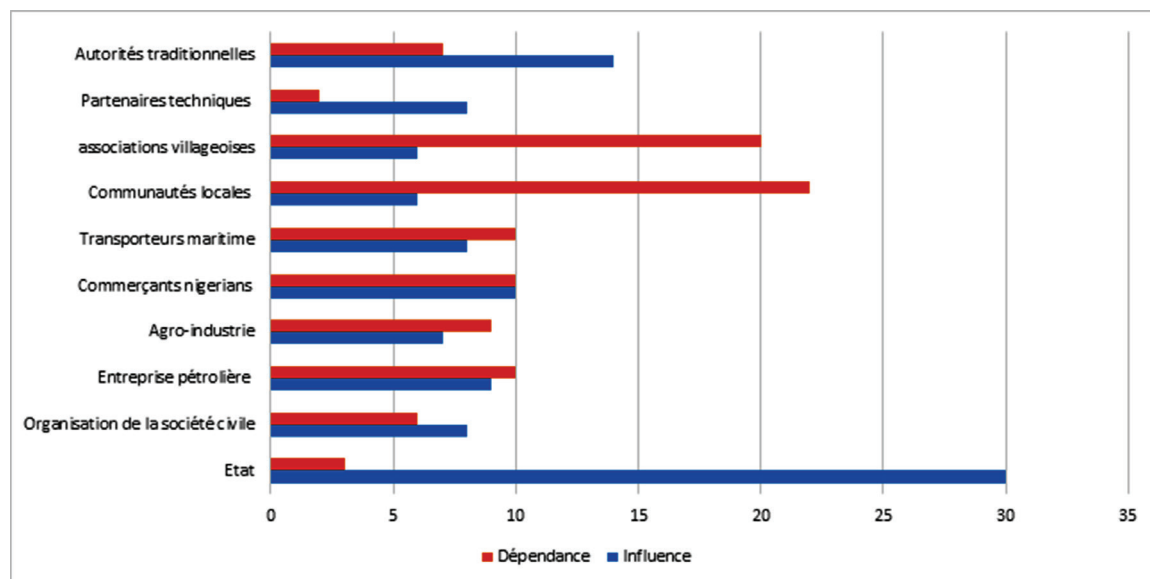


Figure 3 : Influences et dépendances des acteurs vis-à-vis des mangroves dans la péninsule de Bakassi



Photo 3 : Reste d'une maison construite à l'aide du bois de mangrove à Idabato

espèce invasive dans la péninsule de Bakassi.

Au regard de ce qui précède, la connaissance des acteurs influents permet de déterminer les stratégies de préservation des mangroves à mettre en place car ceux-ci ont un pouvoir de décision important dans la gestion de cet écosystème. Les acteurs dépendant compte tenu de leur faible pouvoir de décision, leur point de vue dans la prise de décision n'est que faiblement pris en considération. Toutefois, il est tout de même important d'équilibrer le rôle de chaque acteur pour une participation optimale de toutes les parties prenantes afin d'éviter les conflits.

Les conflits sont souvent liés à l'utilisation des ressources naturelles des mangroves. Ils surviennent généralement entre les communautés locales, majoritairement les pêcheurs et les entreprises, (entre les pêcheurs artisanaux et industriels), et ces dernières années entre les populations locales et l'État. En effet, comme il a été relevé précédemment, les entreprises pétrolières par leur installation modifient la distribution des ressources halieutiques dans la péninsule. Ce faisant, certains pêcheurs prennent délibérément le risque de violer le périmètre de ces entreprises pour avoir une pêche fructueuse. Certains pêcheurs ressortent avec un produit de pêche, tandis que d'autres sont brutalisés et leur bateau confisqué par les agents de sécurité autour des plateformes. Les conflits entre les pêcheurs artisanaux et les pêcheurs industriels (la plupart du temps des étrangers) surviennent lorsque ces derniers dépassent les limites de pêche qui leur sont assignées et se rapprochent des eaux territoriales. Ils représentent la principale

terreur des pêcheurs locaux car leurs équipements adaptés à la pêche intensive leur permettent d'obtenir des grosses prises. Il n'est pas rare d'entendre les pêcheurs locaux les soupçonner de « vider les poissons dans la mer » après un seul passage. Ces deux dernières années, les conflits entre l'État et les populations locales ont glissé du champ social au champ politique. La crise dite « anglophone » avec certainement une forte connotation « sécessionniste » a donné plus d'allants aux populations locales de porter au goût du jour le retard observé dans la mise en valeur de la péninsule et de fustiger les promesses non tenues du gouvernement.

3.3. Les stratégies de participation des acteurs en place dans la péninsule de Bakassi : analyse des forces et faiblesses

Dans la péninsule de Bakassi, plusieurs stratégies sont mises en œuvre pour assurer la participation de tous les acteurs précédemment identifiées à la gestion des mangroves. Le tableau 2 nous en fait un récapitulatif.

Les consultations ont été faites par les entreprises pétrolières lors de la réalisation des études d'impacts avant l'installation des plateformes pétrolières. Au total 3 (trois) études d'impacts ont été effectuées dans la péninsule de Bakassi entre 2013 et 2016. Lors de ces consultations, toutes les parties prenantes ont été identifiées et les études se déroulaient dans les localités proches de ces parties prenantes. De plus, les techniques de communication étaient adéquates au contexte culturel de la péninsule de Bakassi. Au cours de ces consultations, les populations locales ont penché sur les mesures que prendront ces entreprises contre les pollutions des cours d'eau engendrées par leur plateformes, compte tenu des activités de pêches qu'exercent ces populations. Seulement aucune orientation n'a été émise sur la conduite à tenir lorsque les poissons se concentreraient tout près des plateformes. Or, cet aspect du problème représente la principale source des conflits entre les populations et les entreprises pétrolières. L'on peut dès lors croire que tout s'est passé comme s'il s'agissait d'une formalité visant à transmettre les informations montées de toute pièce aux populations locales comme le déclarait le chef traditionnel de Mundemba lors de l'enquête. Pour s'en convaincre, le grand nombre de personnes lors des consultations ne facilitait pas les travaux et les doléances des leaders d'association, de jeunes et des femmes n'ont pas été prises en compte.

Tableau 2 : Stratégie de participation dans la péninsule de Bakassi

Activités	Organismes	Années	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Consultation	Entreprises pétrolières (Dana pétrolium, Perenco, Tower ressources)	2013, 2015, 2016	Toutes les parties prenantes concernées par la consultation ont été représentés. Les consultations se sont réalisées sur des espaces proches des différentes parties prenantes Les techniques de communication (langue, canal) utilisées lors de ces consultations étaient fonction du contexte du milieu	Le nombre des participants dans ces consultations (assez nombreux) ne permettant pas la prise en compte de tous. Consultations s'assimilant à une simple transmission d'information	RAS	Crise sociopolitique et conflits armés dans la région
Accompagnement des populations dans leur activité	Ministère de l'agriculture et du développement rural.	2012	Insertion des populations dans des programmes Connotation politique	Absence de suivi.	Existence des financements sur le Budget d'Investissement Public et des projets partenaires	Crise sociopolitique et conflits armés dans la région
Formation dans la réalisation des plans communaux	PNDP	2011, 2012	Identification de toutes les parties prenantes impliquées dans le processus Utilisation des facilitateurs locaux Utilisation des outils de communication comme les flyers pour favoriser une participation élevée	RAS	RAS	Crise sociopolitique et conflits armés dans la région

L'accompagnement des populations s'est fait par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en 2012. Le but de cette opération était de diversifier les activités dans la péninsule. Ce Ministère a doté les populations locales des matériaux de pêche et des semences pour l'agriculture et facilité l'insertion de quelques GIC (Groupement d'Initiatives Communes) aux programmes ACEFA (Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales et Agropastorales). Néanmoins, un suivi n'a pas été fait pour vérifier si les activités des populations se sont améliorées. De plus, cet accompagnement peut s'assimiler à des donations de la part de ce ministère dans la mesure où aucune étude n'a été menée au préalable pour identifier les véritables besoins des populations.

Lors de l'élaboration des plans communaux dans les localités de Mundemba, Idabato, Kombo-Itindi et Kombo-Abedimo, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a également effectué des consultations visant à impliquer les populations. Mieux encore, il a également formé quelques parties prenantes à la réalisation de ces plans communaux. Le PNDP a également fait appel à un facilitateur local pour la communication. Les techniques de communications étaient également

adéquates, ce qui a permis aux populations de participer à la prise de décision dans la réalisation. Les photos 4 et 5 montrent l'implication des populations locales et les outils utilisés pour faciliter la réalisation de ces plans communaux. La photo 4 nous présente un groupe de personnes réunis dans une salle. Deux faits sont à souligner sur cette photo; on peut apercevoir un groupe de personne assis et levant le doigt et une personne debout n'ayant pas levé. Cette photo illustre l'implication des populations à la prise de décision. Les personnes assises et levant leur doigt sont celles en accord avec un aspect du plan communal et celui debout dans la salle exprime son désaccord par rapport à une décision. Sur la photo 5 par contre nous voyons trois personnes et derrière elles nous avons une banderole que le PNDP a utilisée pour sensibiliser les populations de la tenue des travaux en vue de réaliser ces plans communaux.

3.4. Participation et gestion intégrée de l'écosystème de mangrove : stratégie et enjeux

La réalité à Bakassi laisse plutôt croire que jusqu'ici la priorité est donnée aux actions isolées et peu engagées. À Isangele par exemple, les communautés locales se focalisent sur l'abattage des bois de mangrove sec, puisque de toutes les manières ce



Photo 4 : Décision par vote, (Source : PNDP, 2011)



Photo 5 : Banderole de sensibilisation, (Source : PNDP, 2011)

Tableau 3 : Cadre participation des acteurs en vue d'une gestion intégrée dans les mangroves à Bakassi

Activités principales	Activités secondaires	Coût de la participation
Phase de planification	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des parties prenantes et définition de leur rôle • Organigramme des différentes réunions entre les parties prenantes • Élaboration des programmes de renforcement de capacité en fonction des besoins constatés et pour compléter les manquements relevés dans les pratiques endogènes de gestion des mangroves 	RAS
Phase de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agit globalement de sensibiliser les acteurs, les former en fonction de leurs activités et des impacts que leurs activités génèrent afin qu'elles puissent adopter une approche de gestion intégrée • Cette phase constitue un moyen d'accompagner les acteurs dans leur activité 	
Phase de suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la phase de suivi-évaluation il s'agit de monter un comité de suivi et d'évaluation où chaque représentant des acteurs est représenté en vue de suivre les activités liées à la préservation des mangroves. Ces parties prenantes doivent être aptes à suivre par elles même leur évolution. Les techniques endogènes peuvent être utiles. Mais un renforcement de capacité est également utile pour compléter ces pratiques endogènes. 	

bois finira par s'effondrer. Cette sélection dans la coupe du bois de mangroves participe à une forme de gestion de la mangrove. Les aléas climatiques poussent également certaines communautés locales à préserver les mangroves. C'est le cas à Bamusso, où les communautés préservent le bois des mangroves afin de lutter contre les vents violents. L'accent n'a pas encore été mis au reboisement puisque les populations manquent d'expérience pour effectuer cette opération. Il se décline sur cette base que les enjeux de la participation active des populations à la gestion des écosystèmes de mangrove répondent aux impératifs beaucoup plus sécuritaires et environnementaux.

L'analyse suggère également des enjeux institutionnels sous-jacents, liées à la définition des rôles des différentes institutions qui interviennent

dans la protection des écosystèmes de mangrove au plan global. Dans la pratique, le MINFOF est censé créer les aires protégées et les aménager tandis que le MINEPDED est censé trouver des stratégies pour pouvoir préserver l'environnement. Ces deux ministères se marchent sur les pieds au quotidien, abandonnant par ce fait les populations dépourvues de connaissance et d'expérience au triste sort de la débrouillardise. Il en résulte de ce fait des pratiques anarchiques ne favorisant pas une gestion durable de cet écosystème. Sur un tout autre plan, la mise en place des forêts communautaires ou d'un parc national qui peut découler d'une démarche portée par le MINFOF implique la limitation de l'accès à la ressource. Un tel état de chose masque un enjeu économique tant on connaît la dépendance des populations locales vis-à-vis des ressources des

mangroves. Le non accès à ces ressources peut générer des conflits, il serait donc important de créer au préalable des activités génératrices de revenus devant permettre aux populations de diversifier leurs ressources afin de rendre efficace la préservation des mangroves.

De ce qui précède, il devient judicieux de proposer une stratégie de participation susceptible d'aider les décideurs sur les aspects à prendre en compte pour faciliter la participation effective des populations dans la péninsule de Bakassi. Le tableau 3 ressort ce cadre en suivant la roue de Deming.

Ce cadre vise tout simplement à mettre tous les acteurs au même niveau en ce qui concerne la gestion des mangroves. Il vise également à créer une plate forme de communication où tous les acteurs pourront donner leur avis en vue d'une gestion intégrée ; c'est-à-dire qui prend en compte les pratiques endogènes.

4. Discussion

Les mangroves sont des milieux très sensibles compte tenu des pressions qu'elles subissent au quotidien. Les intérêts des acteurs sur cet écosystème d'une part et les pressions anthropiques d'autre part accentuent encore cette sensibilité, mais aussi le caractère conflictuel lié à l'intervention sur cet espace d'un ensemble d'acteurs. Ce dernier aspect a été relevé par Florence et Magda (1994) à travers l'analyse de l'intervention des acteurs dans les écosystèmes au Brésil. Des conflits d'usage ont ainsi été enregistrés entre le gouvernement central et les pouvoirs locaux qui avaient des objectifs différents. En moyenne, 15 203 m³ de bois sont récoltés chaque année dans les forêts de l'estuaire de Rio Del Rey et sont échangés au Nigeria pour une valeur économique de 1 158 025 840 FCFA (Fongnossie et al., 2014). Les entreprises contribuent par leurs activités à la pollution des écosystèmes marins (Abdourahimi et al., 2016), ce qui entrainerait l'inégale répartition des ressources halieutiques dans la localité. En effet, les plateformes pétrolières de ces entreprises utilisent des appareils émettant des ondes et attirant les poissons qui se concentrent autour des plateformes généralement sécurisées. Elles contribuent à vider les espaces de pêche réservés aux communautés locales des ressources halieutiques.

Pour répondre aux exigences que pose la gestion des écosystèmes forestiers, le Cameroun a développé un

ensemble d'approches visant à renforcer l'autonomie des communautés locales dont la survie dépend, dans la plupart des cas, de ces écosystèmes. Parmi ces mesures, les forêts communautaires sont celles les plus appliquées. Elles visent une implication effective des communautés locales dans la gestion des écosystèmes forestiers. D'après la loi forestière n°94/01 du 20 janvier 1994, les forêts communautaires sont définies comme étant des forêts non permanentes dotées d'un plan simple de gestion approuvée par l'administration en charge des forêts. Cette administration doit, sur la base d'une convention, apporter son assistance (gratuite) aux communautés villageoises pour une meilleure gestion des ressources forestières par ces dernières. Les produits résultants de l'exploitation des forêts communautaires appartiennent entièrement aux communautés villageoises concernées. Dans cette perspective, le projet mangrove Douala-Edéa par exemple, avait donné lieu à la rédaction d'un schéma directeur d'aménagement des mangroves dont la validation consensuelle a conduit à la création des forêts communautaires de mangroves (Envi-Rep Cameroon, 2010).

Il est important de relever que le cadre de la participation telle que proposée s'inspire de la Roue de Deming (de l'anglais Deming Wheel) qui est une transposition graphique de la méthode de gestion de la qualité dite PDCA (plan-do-check-act) dont le principe repose sur la planification, le suivi, le contrôle et l'évaluation (Chardonnet et Thibaudon, 2003). Cependant, loin d'être une panacée, la participation s'adapte aux réalités locales en s'appuyant sur les composantes biophysiques et socio-économiques du milieu concerné (Nkwinkwa, 2001). Ainsi ce qui passe par exemple chez les communautés pygmées de Bagyeli qui disposent d'un statut international connu en tant que population autochtone et dont la forêt constitue «l'or vert» (Nkoumbe, 1999), devrait être différente dans la péninsule de Bakassi, territoire post-conflit. De plus, pour être effective, la gestion participative des forêts devra être basée sur un accord de partenariat soutenu par de forts principes de collaboration établis entre les différentes parties prenantes et spécifiant le rôle, les droits et les devoirs de chacune. Elle ne saurait se sceller par la signature d'un partenariat qui sera un aboutissement. Un partenariat devrait être établi sur des bases solides et applicables dans le contexte local; en outre, l'accord de partenariat doit être révisé et au besoin adapté

au comportement innovateur et/ou participatif des populations locales (Nkwinkwa, 2001).

5. Conclusion

Au terme de ce travail dont l'objectif était d'analyser la participation des acteurs dans le cadre de la gestion intégrée des écosystèmes à mangroves dans la péninsule de Bakassi en vue d'une meilleure gestion de ces écosystèmes à mangrove, l'hypothèse selon laquelle les cadres de participation ne prennent pas en compte la gestion durable des écosystèmes de mangroves à Bakassi se trouve vérifiée. En effet, même si les acteurs intervenants dans les écosystèmes à mangrove à Bakassi sont connus, il n'existe aucune synergie d'action dans les stratégies de participation de ces acteurs à la gestion des écosystèmes à mangrove dans la péninsule. La mise en place d'un cadre participatif serait donc judicieuse pour susciter une participation effective et efficace des communautés locales. L'avantage d'une telle démarche réside dans le fait qu'elle permet non seulement d'éviter les conflits mais surtout d'inscrire la gestion des ressources naturelles de la mangrove au cœur des exigences du développement durable.

Références

- Abdourahimi, S.W.Y., Fantong, T., Aka, Festus et M.G., Kwato, Njock (2016).** Environmental pollution by metals in the oil bearing Bakassi peninsula, Cameroon, *Carpathian Journal of Earth and Environmental Sciences*, August 2016, Vol. 11, N°2, p. 529-538.
- Ajonina, G.N.I., Ayissi, et L., Usongo (2004).** Inventory of coastal wetlands of Cameroon / inventaire des zones humides côtières au Cameroun, *Wetlands international Report*, 60 p.
- Arnstein, S.H. (1969).** A ladder of citizen participation, *Journal of the American planning association*, 35:4, 216-224.
- BAD(2001).** Manuel de consultation et de participation des parties prenantes aux opérations de BAD, 67 P.
- Bigombe, Logo, P.A., Yamo et B., Ngonde (2010).** Les forêts communautaires au village, in Joiris D.V. et P. Bigombe Logo (Ed.). La gestion participative des forêts d'Afrique centrale. Un modèle à l'épreuve de la réalité. *Versailles, QUAÉ*, pp105-119.
- Brédif, H. et L., Simon (2014).** Quelle place pour les acteurs locaux dans la gestion de la biodiversité ordinaire ?, *Bulletin de l'association de géographes français*, 91-1, pp17-34.
- Caroll, A.B. (1989).** Business and Society. Ethics and Stakeholders management. *South-Western Publishing Co.*, 653 p, Ohio.
- CBD (2009).** 4eme Rapport National Sur la Convention sur la Biodiversité Chap. 1.1. (MINEP)-MINEPDED, Yaoundé, Cameroun, 82p
- Chardonnet, A. et D., Thibaudon (2003).** Le guide du PDCA de Deming : progrès continu et management, Éditions d'Organisation, 72p <https://www.eyrolles.com/Chapitres/9782708128392/chap03.pdf> consulté le 26/08/2018.
- Eba'a, G.R. (2013).** Affaire Bakassi: genèse, évolution et dénouement de l'affaire de la frontière terrestre et maritime Cameroun-Nigeria (1993-2002)- *Bakasi Peninsula* (Cameroon), 237 p.
- Envi-Rep, Cameroon (2010).** Etudes préliminaires de la deuxième phase du projet de conservation et de gestion participative des écosystèmes côtiers et son plan de mise en œuvre. *Rapport final, PI25*
- Fongzossie, E.J., Kemajou, M., Mvetumbo, E., Wambe, K., Mukong (2014).** Rapport sur le flux transfrontalier du bois de mangrove entre le Cameroun et les pays voisins (edts Moudingo et Zongo). *PROJET GCP/CMR/030/GFF FAO/MINEPDED/OPED*, Yaoundé, 58p.
- Florence, M.Z., Magda (1994).** Conflits d'usage sur les mangroves de la baie de Panagua, Paraná, Brésil. Urbanisation et préservation ou utilisation rationnelle des ressources ? In : *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée*, 36 années, bulletin n°2, 1994, pp 244-249.
- Goffman, E. (1981).** Formes de conversation Pennsylvanie : *University of Pennsylvania press*, 124-159.
- Jadot, C. (2016).** La Mangrove, un écosystème au service de l'homme. *ES Caribbean LLC*. 14p.
- Loi n°94/01 du 20 Janvier (1994).** Portant régime des forêts, de la faune et de la pêche
- MINEPDED (2018).** Les mangroves du Cameroun : État des Lieux et Gestion. 2^{ème} Edition. (edts. FAO/S. Ratiarison & J.C. Fotsing) *PROJET GCP/CMR/030/GFF FAO/MINEPDED/ RCM, Yaoundé*, 234p

Nkoumbele, F. (1999). La problématique de l'implication des pygmées dans les politiques de conservation des écosystèmes forestiers ; jeux, enjeux et défis. P. 8

Nkwinkwa, R. (2001). La gestion participative des forêts : expériences en Afrique de l'Ouest et au Cameroun, in Sustainable management of African rain forest, Part I: Workshops, p 155-158, www.tropenbos.org/file.php/1440/workshop-nkwinkwa.pdf

Ntiga, L. (2008). Pétrole : 10% des réserves mondiales à Bakassi. Mutations. <http://www.cameroon-info.net/article/petrole-10-des-reserves-mondiales-a-bakassi-114078.html>

Ollagnon, H. (2006). La gestion de la biodiversité : quelles stratégies patrimoniales ? in : *Responsabilité & Environnement* N° 44, pp 50-57.

Owona-Mfegue, K-F. (2013). L'arrêt de la Cour Internationale de justice du 10 octobre 2002 relatif au différend frontalier Cameroun c. Nigéria : contribution à l'étude de l'exécution des décisions en matière territoriale, *Thèse de doctorat en Droit public, École Doctorale Droit et Science Politique* (Nanterre), 340p.

PNDP (2011). Communal Development Plan, Kombo-Itindi Council, 134 p.